

Pour émanciper le travail et les travailleurs : vite, le salaire universel !

Le travail aux travailleurs !

L'annonce de l'avant-projet de la Loi Travail a été légitimement vécue comme une attaque par de nombreux travailleurs et travailleuses de notre pays.

Au delà des mesures réactionnaires que cette réforme propose, c'est la définition du travail qui est en jeu. Quand ils permettent de faciliter les licenciements des salariés, les réformateurs veulent dire : le travail est une marchandise comme une autre que l'on peut acheter, consommer et jeter. Quand on donne des aides aux entreprises pour l'embauche, ils veulent dire : le travail est un « coût », un poids qui pèsent sur le développement. Quand la loi veut supprimer la prise en compte des temps d'astreinte dans la durée de travail, ils veulent dire : le travail c'est l'emploi, il est soumis à un cadre décidé par l'employeur et le salarié n'en a aucun contrôle.

Le gouvernement, le patronat et la droite n'ont que le mot « emploi » à la bouche. Emplois précaires peut-être, qui toucheront encore plus les jeunes. Et encore, nous savons que les relances du côté des entrepreneurs ne fonctionnent pas, ceux-ci ne produisent et n'embauchent que si leur planning prévisionnel leur permet de le faire, or aujourd'hui la consommation des Français est au plus bas et cela ne risque pas de s'améliorer si on baisse encore leur pouvoir d'achat !

Quand bien même cela serait efficace, cette réforme se ferme à toute alternative de redéfinition du travail. Nous ne voulons pas d'un subir le chantage à l'emploi, et vivre celui-ci comme une souffrance.

Notre projet communiste du XXI^e siècle doit mettre le travail et les travailleurs en son cœur. Mais pour cela, c'est toute la définition du travail que nous devons reconsidérer, et être force de proposition d'avant-garde ! Oui, refusons cette loi, mais refusons la définition du travail qu'elle nous propose : le travail, c'est bien la seule activité humaine qui produit de la richesse !

Le salaire à vie émancipe le travail et les travailleurs

Dans les entreprises privés, la qualification est attribuée au poste de travail. Autrement dit, si le travailleur est licencié, il perd sa qualification et n'est pas assuré de retrouver un emploi qui correspond à cette qualification. L'emploi créé donc du chômage.

Les fonctionnaires, eux, ont une qualification attachée à la personne qui est reconnue par leur grade qu'ils obtiennent en passant un concours et qu'ils gardent toute leur vie, avec des perspectives d'évolution de leur salaire. Ils peuvent changer de poste de travail, leur salaire ne sera pas remis en cause. Pourquoi ? Parce qu'ils ont un salaire à vie. Le salaire à vie est une voie d'émancipation du travail. Financé par l'extension de la cotisation sociale, c'est une ponction sur la richesse. Versée aussitôt que produite, la cotisation ne procède pas d'une accumulation et ne génère aucun profit.

Cette mesure s'inscrit dans la continuité de la création de la Sécurité sociale en 1945 et du statut de fonctionnaire. Il faut généraliser ce modèle à tous les travailleurs !

Le salaire à vie, ce n'est pas simplement déplacer le curseur de la répartition de la valeur ajoutée en faveur du salaire et au détriment du capital. C'est sortir la valeur du carcan du temps de travail et de se passer des capitalistes et du marché du travail qui nous cantonnent au chantage à l'emploi. C'est mettre les choix de répartition de la valeur ajoutée entre salaires et investissement entre les main des travailleurs. Car, au fond, il n'est besoin pour travailler ni d'employeurs, ni de prêteurs, ni d'actionnaires.

Pour réaliser cela il est aussi nécessaire qu'il existe un contrôle de l'exercice démocratique de la production économique. Si nous n'avons plus besoin d'employeurs, de prêteurs ni d'actionnaire, les lieux de production appartiennent alors aux travailleurs qui organisent eux-même leur activité productive, dans le respect des besoins humains et de l'environnement.

Dans la droite continuité du combat communiste français, cette mesure n'est pas une proposition utopique mais une mesure qui peut être mise en place dès aujourd'hui ! Et c'est en cela qu'elle doit être au cœur de nos luttes.

Le revenu universel, à l'inverse, n'est qu'une bouée de sauvetage du patronat

Si l'idée d'un revenu universel, c'est-à-dire la possibilité de donner de 800 à 1000€ à tout citoyen, est à la mode dans les pays scandinaves ou encore en suisse et est en discussion dans le reste de l'Europe et paraît tentante, méfions-nous des apparences.

La France, comme l'Allemagne, comme la majorité des pays européens, mettent en place des politiques d'offre, c'est-à-dire de baisse du coût du travail pour relancer l'économie et créer de l'emploi.

C'est contre ces mesures que l'idée de pratiquer une relance de la demande voit en effet le jour. Les enquêtes elles-mêmes s'accordent à dire que les entreprises stagnent et n'embauchent pas car la demande pour leurs produits est insuffisante. Pas étonnant quand le chômage stagne à 10%, qu'il pousse les salaires vers le bas et vers la précarité, que les acheteurs se font rares !

Le patronat, les actionnaires, ont besoin de nous pour acheter leurs marchandises et prélever leur part sur ce que nous produisons. C'est pourquoi ils avancent eux même l'idée d'un revenu universel. C'est une bouée jetée au patronat pour leur éviter la crise. Ils profitent de nos situations précaires pour nous agiter le revenu universel, qui certes, permettrait aux travailleurs d'améliorer à court terme leur niveau de vie, mais qui prépare également les conditions pour que les rentiers ponctionnent une nouvelle fois ce qui nous est dû, et les conditions de la prochaine crise. Cela ne met pas fin au chômage et du chantage à l'emploi, un salaire décent, des perspectives d'évolution grâce à la reconnaissance de nos qualifications personnelles.

Le revenu universel c'est dire aux chômeurs : « vous ne produisez pas, mais on vous concède un revenu pour que vous puissiez acheter nos marchandises ». Or les chômeurs produisent. Leur production n'est simplement reconnu comme ayant une valeur économique et n'est donc pas prise en compte par la société. On peut penser au travail domestique essentiellement pris en charge par les femmes qui n'est pas pris en compte dans le PIB (Produit intérieur brut) Pourquoi ? Parce qu'elles n'ont pas d'emploi, parce qu'elles n'ont pas d'employeurs.

Or seul le travail est producteur de richesse, pas l'emploi. Le revenu universel comme il est proposé dans certains pays ne permet pas de reconnaître la qualification des travailleurs comme producteur de richesse. Or là est tout l'enjeu de l'émancipation : la reconnaissance que nous produisons.

Et c'est en cela que le salaire à vie apparaît comme une idée d'émancipation pour tous les travailleurs ! Les travailleurs ce sont toutes celles et tous ceux qui produisent de la richesse au quotidien. C'est-à-dire nous tous !

Thalia Denape, PCF 31

Basile Noël, PCF 60